



PRÉFET DE LA HAUTE- LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Affaire suivie par : Julien INART

UiD Loire Haute-Loire

Pôle Déchets, Sites et Sols Pollués

Tél. : 04 77 43 53 53

Courriel : julien.inart@developpement-durable.gouv.fr

Réf. UID4243-DSSP-020-0455/JI

Saint-Étienne, le 5 novembre 2020

Lettre recommandée avec accusé de réception n° 1A 166 419 1484 2

Madame la directrice,

L'inspection des installations classées a réalisé les 22 septembre et 07 octobre 2020 des contrôles de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à Saint-Just-Malmont, lieu-dit « Combau ».

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, copie du rapport que je transmets à monsieur le préfet du département de la Haute-Loire.

Ces visites d'inspection ont permis de mettre en exergue des non-conformités détaillées dans le rapport joint, dont certaines ont fait l'objet d'une proposition à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de vous mettre en demeure de respecter certaines dispositions détaillées dans le rapport. Il est également apparu nécessaire de prescrire la réalisation d'investigations afin de déterminer l'origine des écoulements constatés sur le chemin longeant la limite Sud du site et de définir des actions correctives à mettre en œuvre.

Vous trouverez joints au présent courrier les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaire et de mise en demeure qui ont été adressés au préfet de la Haute-Loire. Vous pouvez porter à la connaissance de ce dernier (Bureau des Collectivités Territoriales et de l'Environnement – 6, avenue du Général-de-Gaulle – CS 40321 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex), dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la présente lettre recommandée, les éventuelles observations que pourraient susciter ces projets d'arrêtés préfectoraux.

Je vous saurai également gré de bien vouloir me tenir informé, dans un délai maximum d'un mois, des suites que vous donnerez aux autres non-conformités constatées lors des visites d'inspection en fournissant un plan d'actions correctives qui devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Sauf réserve de votre part motivée sous un délai de quinze jours par des considérations prévues par la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L. 110-1-4°, L. 124-1, L. 125-1, L. 125-4 et L. 521-7 du code de l'environnement, le rapport ci-joint au présent courrier sera publié sur le site Internet de l'inspection des installations classées.

Je vous prie d'agréer, madame la directrice, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement

**Madame la directrice
SICTOM Velay-Pilat
ZA. La Fond du Loup – BP. 16
43240 SAINT-JUST-MALMONT**